

# Actualité Juridique

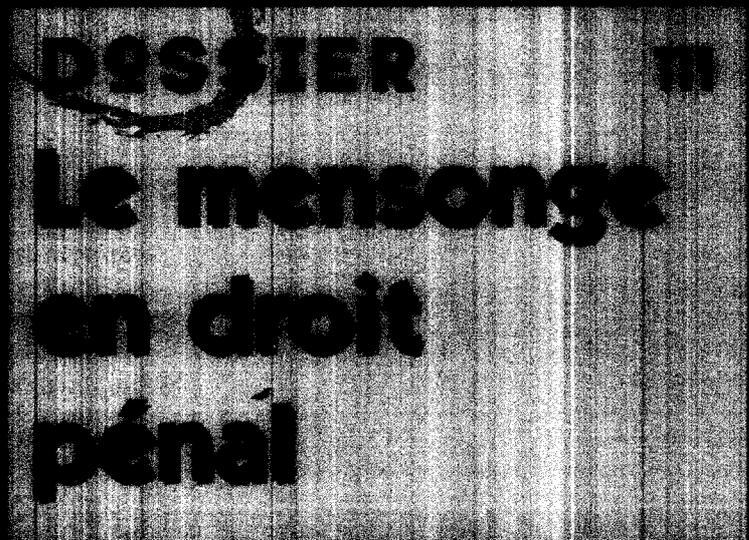
Actualité • Pratique • Professions

**PSEM : après le Conseil  
constitutionnel, la validation  
par le Conseil d'État**

**Preuve de la légitime défense  
et partage de responsabilité :  
l'absence de fait justificatif  
n'exclut pas la faute de la victime**

**La clôture contradictoire  
de l'instruction**

**Exclusion des réductions  
supplémentaires de peine pour le  
délinquant sexuel « récidiviste » :  
le viol contre majeur aussi**



**Âge osseux : données médicales  
récentes, réponses à finalité  
juridique**

128

## Comité de rédaction

Alain Blanc, *Magistrat*

François-Louis Coste, *Magistrat*

Martine Herzog-Evans, *Professeur à l'Université de Reims*

Annie Kensey-Boudadi, *Socio-Démographe*

*Direction de l'Administration pénitentiaire*

Jocelyne Leblois-Happe, *Professeur à*

*l'Université Paul Verlaine de Metz*

Yann Le Bras, *Avocat*

31-35 rue Froidevaux  
75685 Paris CEDEX 14  
Tél. rédaction 01 40 64 53 13  
Fax : 01 40 64 54 66  
E-mail : ajpenal@dalloz.fr

## PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

## DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Charles Vallée

## RÉDACTION

*Directeur éditorial*

Philippe Weiss

*Rédactrice en chef*

Marie-Eve Charbonnier

*Ont participé à ce numéro*

Jean-Paul Céré, *Professeur à Campos (Brésil)*

Carole Gayet

Martine Herzog-Evans

Sabrina Lavric

Eric Pechillon

Gildas Roussel

Guillaume Royer

Claire Saas

*Secrétaire d'édition*

Raphaël Henriques

## ABONNEMENT, MARKETING, PUBLICITÉ

*Responsable marketing* : Véronique Prugniaud

*Relations clients* : Marie-Hélène Tylman

Revue mensuelle (11 numéros par an)

BP 150, 94 208 Ivry-sur-Seine CEDEX

Tél. : 0 820 800 017 (0,12 € TTC / min.)

Fax : 01 40 64 89 92

Prix de l'abonnement 2008 (1 an)

France : 150 € TTC

Étranger : 168 € TTC

Prix au numéro : 17 € TTC

ISSN 1762 - 8407

N° CPPAP 1110 T 83884

Imprimerie Chirat 42540 Saint-Just-la-Pendue

Dépôt légal : mars 2008

*Ce numéro comporte un encart de quatre pages*

« AJ PénalIDA Pénal » non foliotées

ÉDITIONS DALLOZ

Société anonyme au capital de 3956040 €

Siège social : 31-35 rue Froidevaux - Paris 14e

RCS Paris 572 195 550 - Siret 572 195 550 00098

Code APE : 221 A - TVA : FR 69 572 195 550

Filiale des éditions Lefebvre-Sarrut

*La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite.*

## ACTUALITÉS ..... 108

## DOSSIER ..... 111

### Le mensonge en droit pénal

- La crédibilité, critère du mensonge punissable en droit pénal  
*par Yves Mayaud* ..... 111
- L'avocat et le mensonge  
*par François Saint-Pierre* ..... 116
- Le droit de ne pas contribuer à sa propre incrimination dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme  
*par Damien Roets* ..... 119
- Le mensonge : la logique d'une économie psychocriminologique  
*par Isabelle Drean-Rivette* ..... 122
- Systèmes d'analyse du stress dans la voix : vrais détecteurs de mensonges ? Un point de vue des États-Unis  
*Interview de John J. Palmatier* ..... 124

## PRATIQUES ..... 128

- Âge osseux : données médicales récentes, réponses à finalité juridique  
*par Patrick Chariot*

## JURISPRUDENCE ..... 131

### ARRÊT DU MOIS : CE 12 déc. 2007 ..... 131

- PSEM : après le Conseil constitutionnel, la validation par le Conseil d'Etat  
*par Martine Herzog-Evans*

### Pénal général

#### LOI PÉNALE

- Obligation faite au juge de rechercher les dispositions claires et précises pour fonder la répression, *Crim. 11 déc. 2007* ..... 135

#### PEINE

- Cumul de peines : pas d'application au délit d'aide à l'évasion  
*Crim. 16 janv. 2008* ..... 135

#### RESPONSABILITÉ PÉNALE

- Preuve de la légitime défense et partage de responsabilité : l'absence de fait justificatif n'exclut pas la faute de la victime  
*Crim. 8 janv. 2008* ..... 136

#### VEILLE

##### COMPÉTENCE

Compétence des juridictions françaises pour des objets volés en France et recelés à l'étranger, *Crim. 26 sept. 2007* ..... 137

##### RÉCIDIVE

Relevé d'office de l'état de récidive légale : la défense doit pouvoir s'exprimer, *Crim. 16 janv. 2008* ..... 138

##### RESPONSABILITÉ CIVILE

Responsabilité de l'association en charge du mineur délinquant  
*Crim. 8 janv. 2008* ..... 138

### Infractions

#### CIRCULATION ROUTIÈRE

- Accident de la route et défaut de maîtrise du véhicule  
*Crim. 5 déc. 2007* ..... 138

# A I R E



## DIFFAMATION

- Fait justificatif de la bonne foi : seul le domaine de la polémique politique est dispensé de la prudence dans l'expression  
*Crim. 4 déc. 2007*

139

## DISCRIMINATION

- Le boycott n'est pas un fait justificatif, *Crim. 18 déc. 2007*

140

## RECEL

- Publication d'une lettre du garde des Sceaux saisissant le Conseil supérieur de la magistrature : pas de condamnation pour recel du secret professionnel, *Crim. 4 déc. 2007*

140

## VEILLE

### BANQUEROUTE

Faillite personnelle prononcée par le juge pénal, à la suite du juge civil  
*Crim. 31 oct. 2007*

141

### PROVOCATION À LA DISCRIMINATION

Délit de provocation à la discrimination, éléments constitutifs  
*Crim. 29 janv. 2008*

141

## Procédure pénale

### CASSATION

- Pourvoi du ministère public : un mois pour déposer le mémoire  
*Crim. 15 janv. 2008*

142

### DÉTENTION PROVISOIRE

- Nouvel avocat : pas de nouvelle convocation nécessaire  
*Crim. 18 déc. 2007*

142

### DOUANES

- Inspection d'un local professionnel, infraction flagrante et respect des formes de la visite domiciliaire, *Crim. 23 janv. 2008*

143

### ÉCOUTES TÉLÉPHONIQUES

- Ecoutes téléphoniques : la chambre de l'instruction doit répondre à une demande d'annulation, *Crim. 19 déc. 2007*

144

### FICHIERS

- Inscription au FIIAIS : ni dispense, ni relèvement  
*Crim. 16 janv. 2008*

145

### JUGE D'INSTRUCTION

- De la nature et de la validité de certains actes d'instruction  
*Crim. 15 janv. 2008*
- La clôture contradictoire de l'instruction  
*Crim. 4 déc. 2007*
- Appel d'une ordonnance de rejet de contre-expertise : pouvoirs limités du président de la chambre d'instruction  
*Crim. 4 déc. 2007*

145

147

147

## VEILLE

### DROIT DE LA DÉFENSE

Sécurité des travailleurs : blessures involontaires, responsabilité pénale et droits de la défense, *Crim. 6 nov. 2007*

148

### PREUVE

Preuve d'un trafic d'influence : entre constatation et provocation  
*Crim. 16 janv. 2008*

148

## Exécution des peines

### RÉDUCTION DE PEINE

- Exclusion des réductions supplémentaires de peine pour le délinquant sexuel « récidiviste » : le viol contre majeur aussi  
*Crim. 21 nov. 2007*
- Crédit de réduction de peine et compétence du juge administratif,  
*Crim. 19 déc. 2007*

149

150

# INDEX

## ABUS DE BIENS SOCIAUX

Action sociale Absence de mise en cause de la société . . . . 36

## BANQUEROUTE

Peine complémentaire Interdiction de gérer . . . . . 141

## CASSATION

Pourvoi du ministère public Recevabilité – Dépôt du mémoire – Date . . . . . 142

## CIRCULATION ROUTIÈRE

Accident de la route Défaut de maîtrise du véhicule – Marche arrière . . . . . 138

## COMPÉTENCE

Compétence territoriale Recel . . . . . 137

## DÉTENTION PROVISOIRE

Droits de la défense Changement d'avocat – Convocation . . 142

## DIFFAMATION

Fait justificatif Bonne foi – Prudence dans l'expression . . . 139

## DISCRIMINATION

Fait justificatif Boycott . . . . . 140  
Provocation Incitation du public . . . . . 141

## DOUANES

Contributions indirectes Preuve – Visite domiciliaire . . . . 143

## DROITS DE L'HOMME

Procès équitable Droit de ne pas s'auto-incriminer . . . . . 119 D  
Droit de ne pas s'auto-incriminer – Accident du travail . . . . . 148

## ÉCOUTES TÉLÉPHONIQUES

Preuve Licéité . . . . . 144

## FICHIERS

FIIAIS Inscription – Dispense – Relèvement . . . . . 145

## JUGE D'INSTRUCTION

Acte d'instruction Demande de nullité . . . . . 145  
Clôture de l'instruction Réquisition du ministère public – Notification aux parties . . . . . 147  
Rejet d'une contre-expertise Appel . . . . . 147

## LOI PÉNALE

Interprétation stricte Urbanisme . . . . . 135

## MENSONGE

Définition Psychocriminologie . . . . . 122 D  
Droit de la défense . . . . . 116 D  
Incrimination Crédibilité . . . . . 111 D  
Preuve Détecteur de mensonge – Système d'analyse du stress dans la voix . . . . . 124 D

## MINEUR DÉLINQUANT

Détermination de l'âge Méthode – Âge osseux . . . . . 128 P

## PEINE

Non-cumul de peines Évasion . . . . . 135  
PSEM Validation – Conseil d'État . . . . . 131

## PREUVE

Écoutes téléphoniques Licéité . . . . . 144  
Loyauté Stratagème – Trafic d'influence . . . . . 148  
Mensonge Détecteur de mensonge – Système d'analyse du stress dans la voix . . . . . 124 D

## RECEL

Secret professionnel Lettre du garde des Sceaux saisissant le CSM – Publication . . . . . 140

## RÉCIDIVE

État relevé d'office Observations de la défense . . . . . 138

## RÉDUCTION DE PEINE

Crédit de réduction de peine Calcul . . . . . 150  
Réduction supplémentaire de peine Exclusion – Viol contre majeur . . . . . 149

## RESPONSABILITÉ CIVILE

Mineur délinquant Responsabilité de l'association gardienne 138

## RESPONSABILITÉ PÉNALE

Légitime défense Disproportion – Faute de la victime . . . 136

D : dossier P : pratiques